

Réunion SEEQ Novembre 2022

BCAFE | BUREAU DU CONTRÔLE DES 
ARMES À FEU ET DES EXPLOSIFS

Novembre 2022



Représentants du BCAFE

- **Mathieu Girard**, lieutenant, responsable de division
- **Philippe-Bruno Lavoie**, sergent coordonnateur provincial
- **Denis Girard**, répondant, district Est
- **Martin Dufour**, agent répondant, district Nord
- **Jean-Luc Gagné**, agent répondant, district Sud
- **Sébastien Lacroix**, agent répondant, district Ouest
- **Félix Bolduc**, agent répondant, district DSRT (janvier 2023)

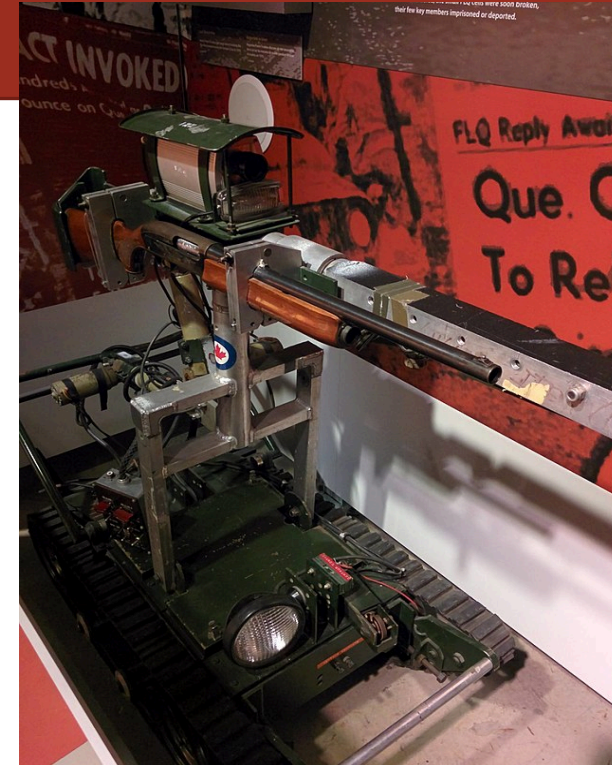
Plan de la présentation

1. Historique loi sur les explosifs
2. Rôle des différents acteurs
3. Informations diverses sur les permis d'explosifs
4. Nouveau permis général en ligne
5. Raison d'un refus ou de retrait de permis
6. Coordonnées
7. Période de question

Loi E-22



Loi sur les mesures de guerre octobre 1970



Robot de déminage des Forces armées canadiennes utilisé durant la crise d'octobre 1970

- 1970: La loi E-22 est adoptée dans le contexte de la crise d'octobre. Le Front de Libération du Québec (FLQ) avait mené divers attentats terroristes, dont la pose de plusieurs bombes près des édifices gouvernementaux. Le Québec s'est doté d'une loi lui permettant de contrôler les explosifs et assurer la sécurité du public.

Inspecteurs en explosifs

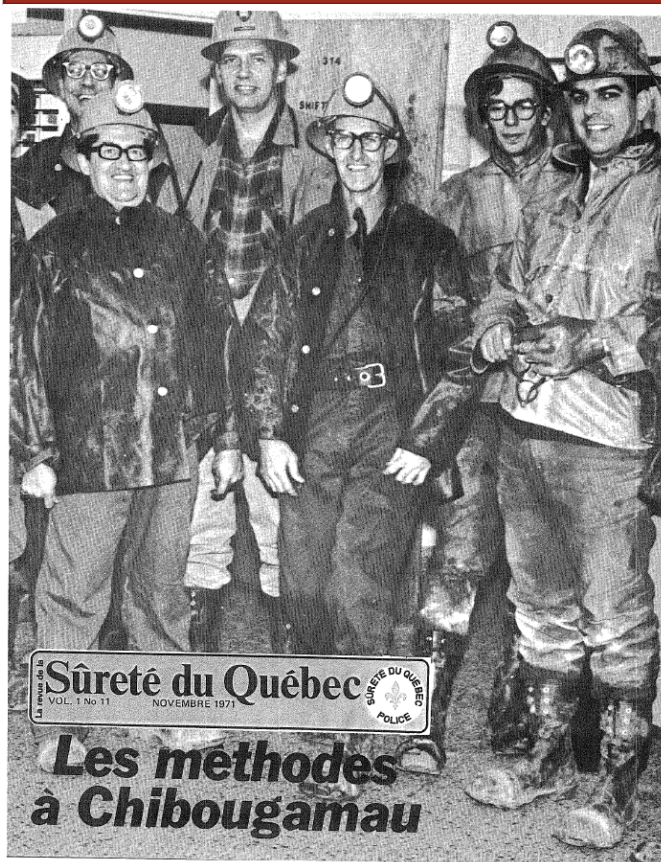


Photo d'un groupe d'inspecteurs
explosifs de 1971



Formation d'inspecteurs d'explosifs

Règlement d'application 1981



1981: Adoption du (L.R. Règlement d'application de la Loi sur les explosifs (L.R.Q., c.E.-22, r.7)

Modification de la loi E-22 en 1997

Le 9 août 1995, un garçon du quartier Hochelaga-Maisonneuve, à Montréal, devenait la première victime innocente de la guerre des motards. Daniel Desrochers marchait avec un ami lorsqu'une voiture piégée a explosé, à l'angle de la rue Adam et du boulevard Pie-IX. L'enfant de 11 ans a été tué.

1997: Modifications apportées à la loi et au règlement dans le contexte de la guerre des motards.

Article 15.1 4) le fait que le demandeur ou le titulaire du permis fréquente des personnes qu'il sait être de réputation criminelle ou fraternise avec de telles personnes sans justification.



Opération détonateur 2008

OPS Détonateurs

2008: suite à un important vol d'explosifs en Gaspésie, la Sûreté du Québec déclenche **l'OPS Détonateurs** qui est toujours en fonction aujourd'hui. Elle exige l'inspection annuelle de tous les sites d'explosifs de la province

— 29 octobre 2008 5h00

Vol de dynamite à Saint-Ulric de Matane: les clés du dépôt sur un plateau!

CARL THÉRIAULT, COLLABORATION SPÉCIALE
Le Soleil

L'histoire du vol de dynamite à Saint-Ulric de Matane la semaine dernière est digne d'un roman. Les clés du dépôt de la compagnie Dynamitage Renaud Arsenault ont été trouvées par les voleurs dans le coffre à gants d'un petit camion qui se trouvait... non loin des lieux du vol survenu dans la nuit du 14 au 15 octobre. Les voleurs n'ont eu qu'à fracasser une vitre pour y avoir accès!

200 kg d'explosifs découverts!

Évacuation massive à Montréal

LCN | Publié le 17 octobre 2008 à 10:45



À Montréal, la police a découvert 200 kg d'explosifs dans un logement du quartier Centre-Sud.

Un large périmètre de sécurité a été érigé autour d'un édifice à logements situé à l'angle des rues Logan et Fullum. Cette opération est directement reliée à une saisie d'explosifs menée, la nuit dernière, dans le Bas-Saint-Laurent.

Les lois et règlements sur les explosifs

- **Loi sur les explosifs du Québec (E-22) et son règlement**
- Loi sur les explosifs du Canada (E-17) et son règlement
- Code de sécurité pour les travaux de construction (CSTC)
- Règlement sur la santé et la sécurité dans les mines (RSSM)
- Code criminel du Canada

Code criminel relié aux explosifs

Obligation de prendre des précautions à l'égard d'explosifs

Art.79

Quiconque a une substance explosive en sa possession ou sous ses soins ou son contrôle, est dans l'obligation légale de prendre des **précautions raisonnables pour que cette substance explosive ne cause ni blessures corporelles, ni dommages à la propriété, ni la mort de personnes**

Code criminel relié aux explosifs

Art.82

(1) Possession sans excuse légitime

Quiconque, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, fabrique ou a en sa possession ou sous sa garde ou son contrôle une substance explosive est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans.

Quelques chiffres...

- Plus de 30,000 permis généraux (PGE) d'explosifs (moyenne de 6000 émission par année)
- Plus de 2,800 permis de dépôts, vente et transport sur le territoire du Québec
- 225 policiers formés comme inspecteur d'explosifs au Québec

Rôle de la Sûreté du Québec et du BCAFE

- La SQ est chargée de l'application de la loi sur les explosifs du Québec
- Émission des permis d'explosifs
- Application de la Loi provinciale et son règlement d'application
- Inspections des dépôts, coffres de transport et autres permis
- Admissibilité continue des permis généraux d'explosifs (PGE & DVT)



Intervenants à la Sûreté du Québec

- Sergent coordonnateur provincial (1)

Il exerce un contrôle de la qualité dans les processus d'émission, de refus ou de révocation des permis d'explosifs. Le coordonnateur est aussi un acteur de première ligne auprès des représentants du ministère de la Sécurité publique au sujet de son champ de compétence

- Répondants en explosifs de district (5)

Supportent les inspecteurs d'explosifs, coordonnent les inspections des sites d'explosifs dans leur district, répondent aux questions des entreprises et effectuent de la formation pour les nouveaux inspecteurs d'explosifs

- Inspecteurs en explosifs (225)

Émettent les permis de dépôt, de vente et de transport d'explosifs, inspectent les sites d'explosifs et récupèrent les permis retirés par le ministère de la sécurité publique

Nos partenaires



Le ministère de la Sécurité publique

- Est chargé de l'administration de la loi
- Révision des décisions de la Sûreté du Québec relativement à l'émission des permis
- Retrait des permis selon les critères établis par la loi
- Adoption des décrets fixant le prix des permis

Nos partenaires



- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNEST)

Application du Code de sécurité pour les travaux de construction (CSTC) et du Règlement sur la santé et la sécurité du travail dans les mines (RSSM), (ils appliquent l'utilisation et la manutention des explosifs).



Gouvernement
du Canada

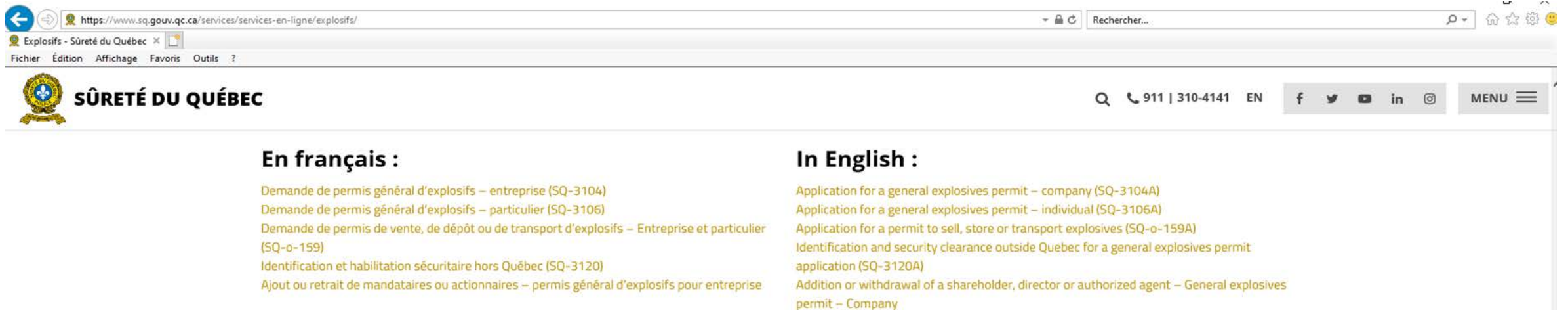
- Ressources Naturelles Canada, division de la réglementation des explosifs (DRE) administre et applique la *Loi sur les explosifs du Canada* (loi E-17)

Rôle et responsabilités de l'industrie

- Validation des permis d'explosifs (site de la SQ)
- Procurer ou livrer des explosifs à un titulaire de permis général
- Procurer ou livrer une quantité d'explosifs ne dépassant pas celle autorisée par les permis de dépôt et de transport
- Livrer les explosifs dans un dépôt

Rôle et responsabilités de l'industrie

<https://www.sq.gouv.qc.ca/services/services-en-ligne/explosifs>



The screenshot shows the website of the Sûreté du Québec. The browser address bar displays the URL: <https://www.sq.gouv.qc.ca/services/services-en-ligne/explosifs/>. The page header includes the Sûreté du Québec logo and name, a search bar, and social media icons. The main content is organized into two columns: French and English.

En français :

- Demande de permis général d'explosifs – entreprise (SQ-3104)
- Demande de permis général d'explosifs – particulier (SQ-3106)
- Demande de permis de vente, de dépôt ou de transport d'explosifs – Entreprise et particulier (SQ-o-159)
- Identification et habilitation sécuritaire hors Québec (SQ-3120)
- Ajout ou retrait de mandataires ou actionnaires – permis général d'explosifs pour entreprise

In English :

- Application for a general explosives permit – company (SQ-3104A)
- Application for a general explosives permit – individual (SQ-3106A)
- Application for a permit to sell, store or transport explosives (SQ-o-159A)
- Identification and security clearance outside Quebec for a general explosives permit application (SQ-3120A)
- Addition or withdrawal of a shareholder, director or authorized agent – General explosives permit – Company



VALIDATION DES PERMIS D'EXPLOSIFS

La Sûreté du Québec met à votre disposition cet outil de recherche vous permettant de vérifier la validité des permis d'explosifs émis par la Sûreté du Québec. Veuillez noter que l'information recueillie n'est valide qu'à la date de mise à jour de la liste. En cas de disparité entre les résultats de cette liste et la base de données officielle de la Sûreté du Québec, cette dernière a priorité.

[Ici pour accéder à l'outil de validation](#)

Rôle et responsabilités de l'industrie



SÛRETÉ DU QUÉBEC

Q 911 | 310-4141 EN



MENU



INFORMATION IMPORTANTE

La Sûreté du Québec met à votre disposition cet outil de recherche vous permettant de vérifier la validité des permis d'explosifs émis par la Sûreté du Québec. Veuillez noter que l'information recueillie n'est valide qu'à la date de mise à jour de la liste. En cas de disparité entre les résultats de cette liste et la base de données officielle de la Sûreté du Québec, cette dernière a priorité.

RECHERCHE D'UN PERMIS D'EXPLOSIFS

Numéro du permis*

* Champs obligatoires

Type de permis*

☐ Général

☐ Dépôt

☐ Vente

☐ Transport

* Champs obligatoires



CLIQUEZ ICI POUR
EFFACER



CLIQUEZ ICI POUR
SOUMETTRE



Rôle et responsabilités de l'industrie



SÛRETÉ DU QUÉBEC

🔍 911 | 310-4141 EN



MENU ☰

RECHERCHE D'UN PERMIS D'EXPLOSIFS

Numéro du permis*

* Champs obligatoires

Type de permis*

☒ Général

☐ Dépôt

☐ Vente

☐ Transport

* Champs obligatoires



CLIQUEZ ICI POUR
EFFACER



CLIQUEZ ICI POUR
SOUMETTRE

RÉSULTAT DE LA RECHERCHE

NUMÉRO DE PERMIS : 12 345

TYPE DE PERMIS : D

VALIDITÉ : VALIDE

EXPLOSIFS AUTORISÉS : 800

DÉTONATEURS AUTORISÉS : -

IMPRIMER >

Pour obtenir de l'aide ou de l'information, nous vous invitons à communiquer avec nous via la boîte courriel explosifs@surete.qc.ca.

Mise à jour de la liste : 2022-03-01 08:00:34

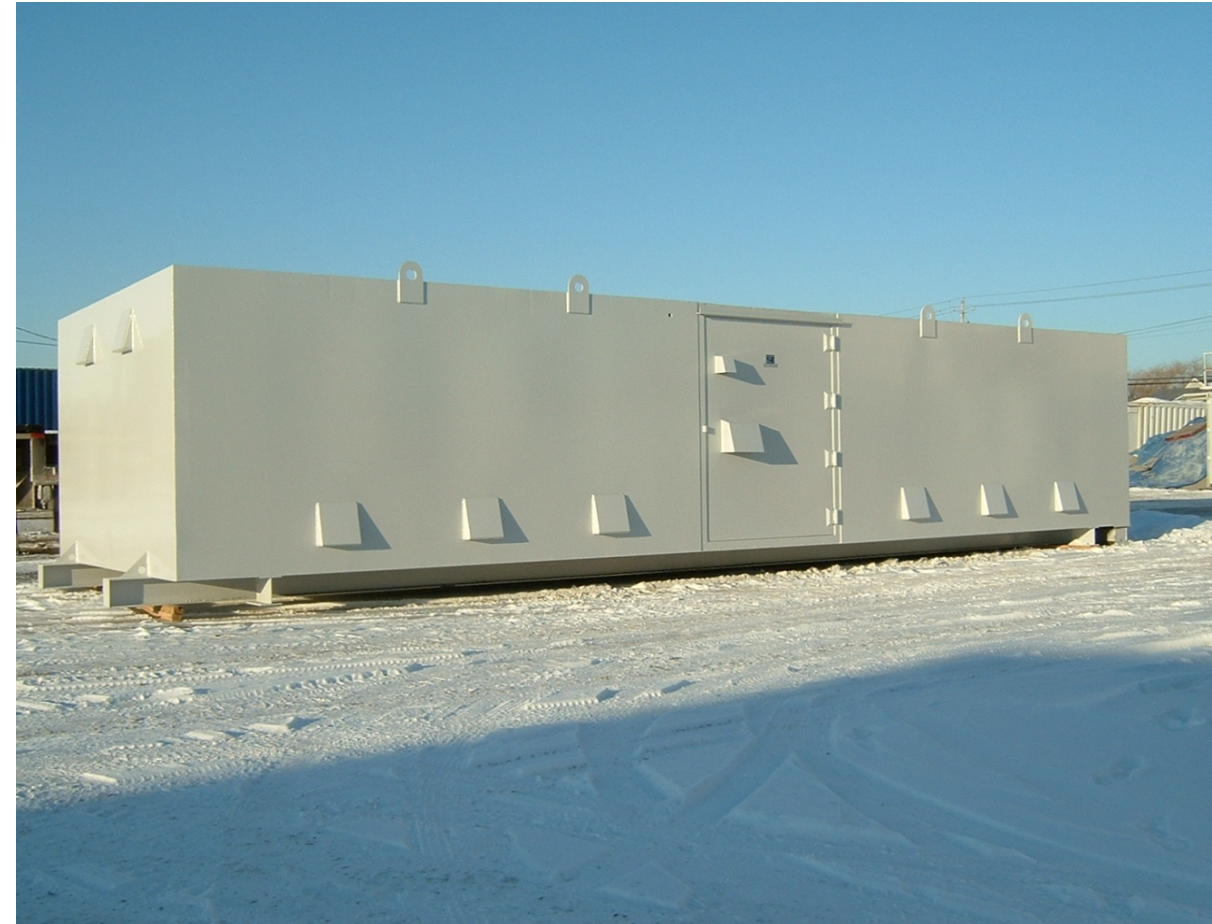
Rôle et responsabilités de l'industrie

Aviser la Sûreté du Québec lorsqu'il y a:

- Altération d'un dépôt, d'un camion ou d'une caisse d'explosifs
- Déplacement d'un dépôt
- Refus de recevoir des explosifs par son fournisseur
- Accidents, retards lors de transport (article 50 du règlement)
- Lors d'un vols, perte ou disparition d'explosifs

Surveillance des dépôts fixes d'explosif / Options

- Visite à toutes les heures avec un contrôleur de ronde
- Surveillance au moyen d'un circuit fermé surveillé en permanence par un gardien
- Système d'alarme relié à un poste de surveillance situé sur les lieux
- Système d'alarme relié à une centrale d'alarme
- Autre option pour un dépôt construit selon l'annexe 5:
Visite aux 6 heures à horaire irrégulier lorsque le site est fermé pour plus de 12 heures



Annexe 1 catégorie 5: Dépôt fixe extérieur/intérieur

Dépôts souterrains

Art. 25 du Règlement d'application de la Loi sur les explosifs:

« Les articles 15 à 23 ne s'appliquent pas à une personne exploitant une mine souterraine en ce qui a trait aux explosifs entreposés sous terre en **tant qu'elle établit et maintient un contrôle-surprise, dans le but d'empêcher toute sortie d'explosifs en dehors de la mine**; l'exécution devra en être consignée dans un registre indiquant les numéros-matricules et les noms des mineurs visés de même que l'heure et la date où est effectué le contrôle.



Dépôt variable ou temporaire



- Permet l'entreposage des explosifs **OU** des détonateurs
- La Sûreté du Québec **doit** être informée de tous les déplacements d'un dépôt variable (article 38 du règlement)
- Un numéro d'autorisation pour chacun des dépôts déplacés doit être obtenu

Vous êtes nos yeux !



Demandes de permis généraux en ligne

www.sq.gouv.qc.ca/services/services-en-ligne/explosifs/



SÛRETÉ DU QUÉBEC

Q 911 | 310-4141 EN



MENU

PERMIS D'EXPLOSIFS EN LIGNE

DEMANDE DE PERMIS



PERMIS GÉNÉRAL D'EXPLOSIFS - PARTICULIER



PERMIS GÉNÉRAL D'EXPLOSIFS - ENTREPRISE

DEMANDE DE PERMIS GÉNÉRAL D'EXPLOSIFS ENTREPRISE

IMPORTANT :

Lisez les instructions avant de remplir ce formulaire. Notez que seul le paiement par carte de crédit est accepté. Si vous souhaitez utiliser un autre mode de paiement, veuillez effectuer une demande par la poste en utilisant les formulaires disponibles sur notre site.

1. Le formulaire et ses annexes doivent être remplis par un administrateur ou un actionnaire détenant 10 % et plus des actions comportant plein droit de vote.
2. Pour soumettre une première demande, un renouvellement ou un remplacement (lors d'une perte ou d'un vol) de **permis général d'explosifs**, vous devez :

1. Remplir le formulaire et les annexes **1** et **2**;

Note : Pour le remplacement d'un permis d'explosifs perdu ou volé, inscrire à la section « Type de demande » le numéro d'événement (dossier) fourni par le service de police auquel la perte ou le vol a été rapporté.

2. Joindre:

- a. une copie numérisée du certificat de constitution de l'entreprise;
- b. un paiement par carte de crédit des droits applicables au nom du ministre des Finances du Québec;

Pour connaître les droits à payer, vous pouvez:

Demandes de permis généraux en ligne

Depuis le 1^{er} avril 2022, le site internet de la SQ ne propose plus les demandes de permis généraux particulier et d'entreprise en version papier, la seule méthode offerte est celle en ligne. (www.sq.gouv.qc.ca/services/services-en-ligne/explosifs/)

- Première demande
- Demande de renouvellement
- Demande de remplacement de permis (détérioré, perdu, volé)
- Les demandes peuvent être faites 60 jours avant la date d'expiration
- 2023 année de renouvellement massif des PGE entreprise

Raisons du retrait d'un permis général

- Déclaration de culpabilité pour certaines infractions prévues au *Code criminel* canadien se trouvant à l'article 13 et 13.1 de la loi E-22
- Non respect des dispositions des lois sur les explosifs (fédéral et provincial)
- Motif de sécurité publique
 - Nature, gravité et fréquence des infractions
 - Préjudice causé ou qui aurait pu l'être
 - Risque relié à la santé mentale
 - Fréquentation de personnes de réputation criminelle
- Permis obtenu par fraude ou fausse représentation
- Permis émis pour le bénéfice d'une autre personne

Retrait d'un permis de dépôt, vente et transport

- Permis général du titulaire expiré ou retiré
- Normes de fabrication et de surveillance non respectées
- Non respect de la loi ou de son règlement
- Motif de sécurité publique



Objectif principal: Éviter des drames



L'explosion à Arvida fait 3 victimes, dont 2 enfants

Jean-François Tremblay | TVA Nouvelles | Publié le 11 janvier 2022 à 07:50 - Mis à jour le 11 janvier 2022 à 19:05



L'explosion survenue lundi dans une résidence de l'arrondissement Jonquière au Saguenay-Lac-Saint-Jean, a fait trois victimes, dont deux enfants de moins de trois ans.

Coordonnées utiles

Ministère de la sécurité publique:

<https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/accueil.html>

Sûreté du Québec:

<https://www.sq.gouv.qc.ca/services/services-en-ligne/explosifs/>

Bureau du contrôle des armes à feu et des explosifs:

explosifs@surete.qc.ca

Coordonnées utiles

RÉPONDANTS AUX EXPLOSIFS

Pour toutes questions concernant l'état de votre demande de permis général d'explosifs (PGE), veuillez envoyer un courriel à explosifs@surete.qc.ca.

Pour toutes questions concernant les permis de dépôt, vente ou transport veuillez envoyer un courriel au répondant du district concerné.

District Nord

Abitibi–Témiscamingue– Nord-du-Québec
Côte-Nord–Saguenay–Lac-Saint-Jean

[Agent Martin Dufour](#)

District Sud

Estrie–Centre-du-Québec
Montérégie

[Agent Jean-Luc Gagné](#)

District Est

Bas-Saint-Laurent–Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
Capitale-Nationale–Chaudière-Appalaches
Région autoroutière du Grand Québec

[Agent Denis Girard](#)

District Ouest

Mauricie–Lanaudière
Outaouais–Laurentides
Région autoroutière du Grand Montréal

[Agent Sébastien Lacroix](#)

Questions

- Questions ?

